

Rapport d'activité 2013

Introduction

"A l'heure des bilans de toutes sortes de début d'année, le paradis économique genevois risque bien de nous coûter l'enfer social..." - Christine Zaugg, rédactrice en chef adjointe au GHI -16.01.2014.

A Genève, un nombre croissant de citoyens entrevoient ou vivent déjà cet enfer social au quotidien. Face à ce phénomène que nous ne pouvons plus nier ou cacher, il y a deux réactions possibles :

S'y habituer et se dire qu'il y a pire ailleurs, ou que tout compte fait... à l'heure de la bonne, voire l'excellente santé économique du canton, beaucoup de personnes se complaisent dans un statut de victime assistée.

Au Trialogue, nous croyons fermement que personne ne se met volontairement en grande précarité. Mais nous constatons qu'une personne que l'on a laissé tomber au fond du gouffre avant de lui offrir de l'aide risque de ne plus pouvoir se relever !

L'autre attitude consisterait à s'interroger sur le fondement même de la mission de l'Hospice Général qui en est venu, ces dernières années, de par le regard toujours plus suspicieux sur les plus faibles et leur nombre croissant, à gérer la pauvreté plutôt qu'à la prévenir. Il en va de la crédibilité de la Genève humanitaire !

Quelques réflexions issues de notre activité

La prévention suppose un changement du regard porté sur le demandeur d'emploi. Elle nécessite une relation de confiance, compatible avec le contrôle, et non pas une relation de suspicion. Nous aimerions ne plus entendre cette petite phrase : " J'ai été reçu comme un chien !".

L'ingérence des intérêts politiques dans le traitement des dossiers nuit à la prévention et freine la collaboration inter-institutionnelle. Cette ingérence se manifeste par des protocoles et des notes internes qui permettent de diminuer, mais à quel prix, le nombre de demandeurs d'emploi en annulant par exemple leurs dossiers sans émettre de décisions sujettes à opposition et à réduire le nombre d'assistés en repoussant leur prise en charge. L'HG a dans ce cadre supprimé ses avances en attendant la décision de la caisse de chômage. Or, les décisions peuvent prendre plusieurs mois du fait de la complexité des relations et des contrats de travail toujours plus précaires. Les ayants-droits sont dès lors contraints de s'endetter, parfois lourdement, auprès de leur famille ou connaissances alors même que la loi permet d'accorder des aides financières provisoires. Le Trialogue est amené à rappeler la loi aux assistants sociaux en leur en fournissant un extrait et en exigeant une décision de refus d'aide financière provisoire susceptible d'être contestée.

En 2013, le canton de Genève a décidé de relancer son projet de collaboration interinstitutionnelle initié en 2005 en regroupant l'ORP, l'OCAS et l'Hospice Général en un même lieu.

Nous pensons que la collaboration interinstitutionnelle ne fonctionnera mieux que si la prévention redevient prioritaire. Si chaque institution continue à vouloir diminuer à tout prix le nombre de ses ayants-droits sans leur offrir un suivi dans le cadre de cette collaboration, les vœux récemment émis par les autorités resteront vains. Nous aimerions néanmoins saluer l'effort qui a été entrepris à ce niveau pour les jeunes en rupture de moins de 25 ans.

Il serait d'autre part urgent de revoir les conditions d'accès au stage obligatoire d'évaluation de l'aptitude au placement des chômeurs en fin de droits et assistés car seul le passage par ce stage permet d'obtenir une mesure de formation de courte durée telle que celles répertoriées dans le catalogue des mesures de marché du travail (MMT) du chômage.

Des universitaires et des personnes hautement qualifiées se voient assigner un stage aux EPI ou chez PRO au cours duquel il leur est demandé de faire du travail manuel et répétitif. Cette mesure qui ne favorise nullement la recherche et la reprise d'emploi comme le ferait un stage professionnel et dont le coût est très élevé est, à notre avis, totalement inadaptée et entraîne frustration et démotivation. Un participant nous disait, certes avec beaucoup d'humour, avoir passé le temps, bien ri et avoir eu l'impression d'être, nous citons, "un rat de laboratoire".

Par opposition, les demandeurs d'emploi qui auraient réellement besoin d'une évaluation se voient refuser ce stage au motif qu'ils ne sont pas assez formés et/ou ne maîtrisent pas suffisamment la langue française. Aucune évaluation formelle n'est faite pour établir ces affirmations. C'est l'assistant social qui prend seul la décision sur l'opinion qu'il se fait. Or, ce sont justement ces personnes-là qui ont besoin de formation pour réintégrer le marché du travail !

La problématique de regrouper dans une même structure demandeurs d'emploi et personnes victimes d'un handicap n'est pas anodine et devrait être sérieusement étudiée. Plutôt que d'émettre un souhait, nous adressons une demande en ce sens au Département.

Le Trialogue en tant qu'observatoire privilégié dans le domaine du chômage est amené à intervenir auprès des autorités et des politiciens afin de leur signaler les dysfonctionnements observés ou les modifications qui pourraient faire l'objet d'un projet de loi.

Exemples d'interventions du Trialogue en 2013 :

- ✚ **Le règlement des frais de poursuites** dus au retard de paiement pris par l'HG : une lettre a été envoyée à la direction de l'HG qui nous a reçus pour se déterminer sur la question.
- ✚ **L'annulation organisée des dossiers de demandeurs d'emploi** : une décision munie de voies de recours est demandée.
- ✚ **Le refoulement, sans étude de dossier, de personnes venant s'inscrire au chômage** pour diverses causes : recherches insuffisantes - droits relevant des accords bilatéraux (ALCP) ignorés - exigence pour certains non-francophones d'être accompagnés d'un traducteur. Une lettre a été envoyée au Conseiller d'état, M. Mauro Poggia, qui a pris les mesures adéquates.
- ✚ **Prestations familiales (PCFam) et pension alimentaire potentielle** (reconsidération d'une décision portant sur la déduction de la pension alimentaire même lorsque le SCARPA ne la verse plus, au bout de deux ans). La décision a été reconsidérée positivement malgré le dépassement du délai de recours par l'AS.
- ✚ **Bourses d'étude** (mobilisation des députés qui a engendré une question urgente au Grand-Conseil) : un projet de loi a été adopté qui ne tient plus compte des revenus du parent qui verse la pension alimentaire.

- ✚ **Formation refusée aux jeunes chômeurs de moins de 25 ans en raison de leur faible** niveau de français et de l'absence d'une formation initiale : la décision a fait l'objet d'une opposition qui a abouti.
- ✚ **Réactivation de la "dette alimentaire"** : une lettre a été envoyée aux chefs de groupe des partis représentés au Grand-Conseil pour que ce dernier se détermine sur la question au regard des transformations socio-démographiques, telles que les changements dans l'environnement familial et la migration transfrontalière.
- ✚ **Respect de la protection des données personnelles** : nous sommes intervenus auprès des préposées au Bureau de la protection des données et de la transparence. La caisse syndicale a modifié sa procédure.

Relations extérieures :

Le 10 janvier 13	Participation à la réception de l'UAC de la Servette
Le 15 janvier 13	HETS – Manifestation sur le thème de la précarité
Le 22 janvier 13	Conférence de Nicolas Duvoux « Le nouvel âge de la solidarité. Pauvreté, précarité et politiques publiques » - HETS
Le 22 février 13	Colloque international sur la diversité dans la gouvernance internationale
Le 26 février 13	Débat public sur l'emploi organisé par le PSG
Le 7 mars 13	Fête anniversaire de l'OSEO
Le 19 mars 13	Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes, DS « Parlons Cash »
Le 11 avril 13	Assemblée Générale de « Partage »
Le 20 avril 13	Journée de réflexion "Prestations sociales et revenu de base inconditionnel : un filet ou un socle ?"
Le 15 mai 13	Réunion: mise sur pied d'un Observatoire de la LIASI par le Collectif LIASI
Du 29 au 31 mai 13	Participation au Meyrin Economic Forum (MEF)
Le 13 juin 13	Visite de l'association "SOS Femmes"
Le 15 juin 13	Participation au "Samedi du Partage"
Le 17 juin 13	Réunion avec les "Colis du cœur"
Le 26 août 13	Commémoration des 50 ans du discours du Révérend Martin Luther King - IED
Le 25 septembre 13	Conférence de l'AGEAS "Prestations complémentaires familiales"
Le 19 septembre 13	Fête des 40 ans du Centre genevois du volontariat (CGV)
Le 1 ^{er} octobre 13	Participation à la rencontre "Promotion seniors" organisée par la Ville de Genève au Palladium
Le 10 octobre 13	OCIRT : formation "Gérer les conflits au travail"
Le 12 octobre 13	Journée mondiale de refus de la misère - Collectif 17
Le 17 octobre 13	FER - Congrès "PME & Insertion professionnelle"

Le 2 novembre 13	Participation au Forum-débat des associations organisé par l'association "Ensemble Autrement"
Le 28 novembre 13	Participation à la journée ARTIAS à Lausanne
Le 30 novembre 13	Participation au "Samedi du Partage"
Le 16 décembre 13	Présentation du Trialogue et de la LACI aux élèves de l'Ecole d'assistant-e-s socio-éducatif-ve-s (ASE) de 3ème année

Entretiens et conférences donnés au Trialogue

Le 22 janvier 13	Entretien avec Mme Anne Emery Torracinta, députée , sur les enjeux de la politique sociale du Canton de Genève
Le 13 février 13	Accueil et entretien avec le syndicat SIT
Le 19 février 13	15 assistants sociaux de L'Hospice Général rendent visite au Trialogue
Le 19 mars 13	Entretien avec Mme Jocelyne Haller, Députée
Le 19 avril 13	Visite de l'OSEO dans le cadre de notre collaboration régulière.
Le 3 mai 13	Accueil d'une classe de 24 apprentis de l'école des assistant-e-s socio-éducatif-ve-s (ASE) en 3ème année de formation
Le 7 mai 13	Entretien avec des étudiants de la HETS sur l'insertion des chômeurs de + 45 ans
Le 14 mai 13	Formation donnée par Mme Bratschi, conseillère en développement personnel, sur l'établissement du CV
Le 14 mai 13	Visite de Mme A. Gaspar - stagiaire : entretien dans le cadre d'un travail à HES - "Rallye social" à la Servette
Le 4 juin 13	Accueil et cours donné aux membres de Terra Incognita
Le 12 août 13	Débat avec les candidates et candidats socialistes au Conseil d'Etat
Le 10 septembre 13	Formation donnée au Trialogue par l'association "Lire & Ecrire"
Le 24 septembre 13	Accueil d'une section de l'ORP - entretien
Le 1er octobre 13	Formation donnée par Mme Bratschi, Conseillère en développement personnel sur "la lettre de motivation"

Accueil de stagiaires et d'étudiants

Du 04.02.13 au 08.02.13	Blerina Asani – stagiaire ECG
Du 11.03.13 au 10.09.13	Selamawit Hankore - juriste - PPE +
Du 25.03.13 au 14.08.13	Esther Benitez - juriste - PPE +
Du 02.09.13 au 25.10.13	Naomia Malengila – stagiaire ECG
Du 14.10.13 au 15.10.13	Veronica Alvarez – stagiaire ECG

Vie de la maison

Le nombre de consultants reste toujours très élevé. Ce sont surtout les permanences juridiques qui sont de plus en plus sollicitées. Les demandes en matière de droit du travail augmentent fortement.

Si le Trialogue peut absorber ce surplus de travail, c'est grâce à un grand nombre de bénévoles fidèles mais aussi nouveaux. Plusieurs offres de collaboration nous parviennent chaque mois.

Quelques témoignages touchants :

"Ce lieu est tout à fait exceptionnel pour beaucoup de raisons, une d'elle est qu'on y trouve une réserve presque inépuisable d'amitié, et ça fait du bien, pas seulement aux chômeurs, aussi aux retraités-bénévoles !" (EDZ - retraitée bénévole)

Le Trialogue a été un vrai tremplin pour mon insertion dans la vie professionnelle. (EB - stagiaire "Projet Premier Emploi")

"Cette maison dans la forêt est magique. Elle transmet un souffle d'espoir et de chaleur. Elle redonne un élan nouveau à tous ceux qui y ont fait un arrêt". (SH - stagiaire "Projet Premier Emploi")

"J'ai découvert une équipe très humaine et sensible qui cherche à soulager les problèmes d'une société démunie de ressources qui cherche à survivre dans une marée de problèmes". (LC - retraité bénévole)

"Si le Bon Dieu devait exister, c'est au Trialogue qu'on le trouverait !" (un consultant)

Le 29 mai 2013 Le Trialogue a fêté ses 15 ans d'existence. A l'issue de l'AG, Edmond a servi ses renommés "malakoffs" dans le jardin.

Le 11 décembre 13 Fête de Noël – accueil du Père Noël

Témoignages à écouter ou ré-écouter

Le 27 avril 12 JobticMag :Interview « Le taux de chômage n'est plus une donnée fiable »
<http://www.jobtic.ch/Jobtic/detart.php?art=660&Lan=1>

Activités statutaires

Assemblée Générale : 29 mai 2013
Comités : 27 février – 11 septembre – 27 novembre 2013

Publication

Une refonte complète du « **Guide des droits et devoirs des chômeurs** » a été nécessaire pour répondre à l'évolution des techniques informatiques. Le Trialogue tient à remercier chaleureusement la Ville de Carouge et sa conseillère administrative en charge des affaires sociales, Madame Jeannine de Haller, ainsi que la Fondation Hans Wilsdorf pour leur généreux soutien financier. Il est régulièrement tenu à jour en ligne à l'adresse www.guidechomage.ch.

Accès au site :

Le site a été ouvert en moyenne 507 fois par jour, soit 15'300 fois par mois.

Conclusion

Comment expliquer le décalage impressionnant entre les discours sur la bonne, l'excellente santé de l'économie suisse et genevoise et la réalité observée sur le terrain, la paupérisation inquiétante d'une partie toujours plus grande de la population ?

Plutôt que de parler de crise économique à tout venant, il serait plus juste de parler d'une crise de la répartition des richesses et de la solidarité !

Genève a les moyens de juguler cette crise. Elle pourrait même devenir exemplaire dans ce domaine et consolider sa vocation humanitaire, si ce n'est la retrouver !

Les moyens à mettre en œuvre ne devraient pas grever les budgets : remettre la "prévention" au centre des préoccupations et **s'assurer que les protocoles, les notes internes et les pratiques institutionnelles respectent la loi mais aussi "l'esprit de la loi" et "l'esprit de la Genève humanitaire"**.

Une politique qui se refuse d'agir en amont pour ne réagir que lorsqu'elle se sent acculée à le faire engendre des coûts très élevés en terme de santé.

L'intérêt d'une communauté à **investir dans le social**, nous paraît réel, en terme d'image, de bien-être, d'économie et de sécurité. Il serait temps de les considérer.

Remerciements

Nous remercions la Ville de Genève - Madame Sandrine Salerno, sa maire, et Madame Esther Alder, sa conseillère administrative en charge du Département de la cohésion sociale et de la solidarité - qui nous subventionne et met à disposition la maison de l'avenue de la Forêt ainsi que les nombreuses communes qui nous soutiennent financièrement.

Nous remercions également les institutions privées, les acteurs économiques et les privés qui nous permettent d'aider les plus démunis au travers du "Fonds Béquille" qu'ils financent.

Nos remerciements vont aussi à l'association «Partage» qui nous permet d'offrir des repas aux personnes particulièrement démunies. Sans l'aide de nos nombreux donateurs dont la générosité n'a fait que croître ces dernières années, le Trialogue ne pourrait répondre aux attentes d'une population de plus en plus précarisée.

Nous n'oublions pas la Croix-Rouge qui organise la campagne "2 x Noël" qui permet au Trialogue de redistribuer des biens de première nécessité et des jouets.

Nous remercions enfin chaleureusement les très nombreux bénévoles du Trialogue qui offrent un regard empathique mais professionnel à nos consultants et dont l'efficacité est largement reconnue au-delà même de l'association ainsi que les assistants sociaux, les conseillers en personnel et la population qui tous nous font confiance.

Jean Ladame, Vice-président

Doris Gorgé, Présidente

Genève, le 31 décembre 2013

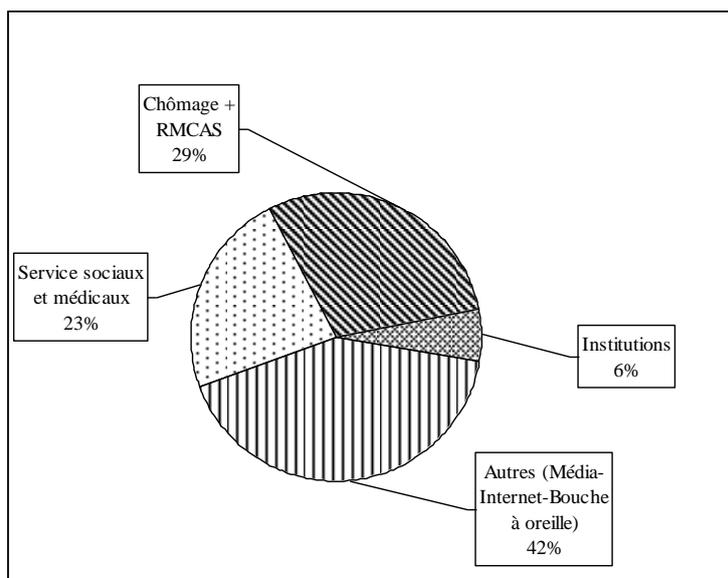
Annexe: données chiffrées

Le Triologue en chiffres en 2013

Prestations accordées en 2013

Projet indépendant	30
Dossier candidature	5134
Permanence juridique	5013
Appui informatique	743
Appui français / alphabétisation	18
Bilan professionnel et coaching	347
Aide social et endettement	70
Mise à disposition de PC (pour recherche d'emploi)	2058
Permanence fiscale	52
Total	13465

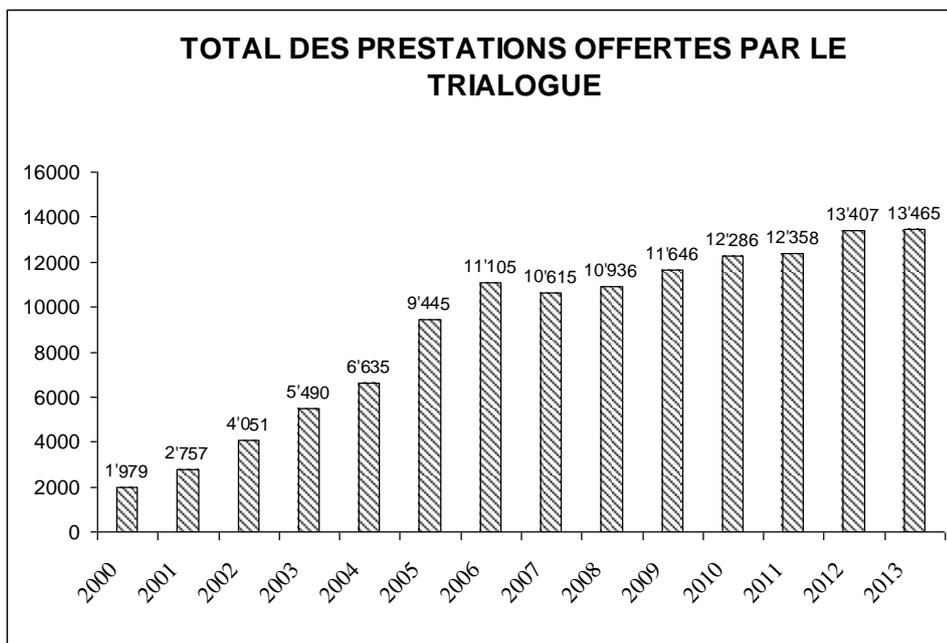
En 2013 les consultants nous ont été envoyés par



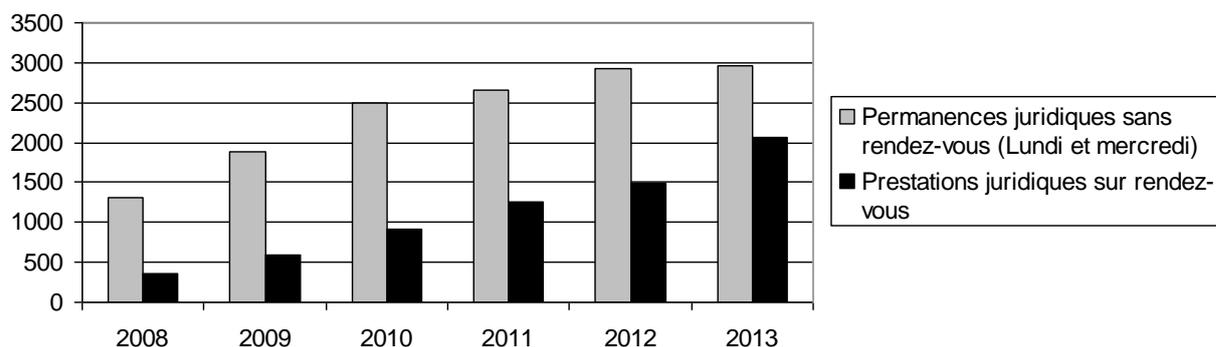
Repas servis en 2013 :
1913 repas



TOTAL DES PRESTATIONS OFFERTES PAR LE TRIALOGUE



EVOLUTION DU NOMBRE DE CONSULTATIONS JURIDIQUES De 2008 à 2013



Le financement du Trialogue en 2013

Dons (origines et montants) :

	CHF
Personnes physiques	14'414.70
Autres institutions	2'200.00
Fondation de Bienfaisance de la Banque Pictet & Cie (don affecté au Fonds "Béquille")	10'000.00
Loterie de la Suisse Romande (don affecté au renouvellement du parc informatique)	9'525.60

	CHF
Cotisations	5'015.00

Dons/Subventions de Communes et Ville de Genève (origines et montants) :

	CHF
Chêne-Bougeries	3'000.00
Collonge-Bellerive	1'000.00
Cologny	5'000.00
Confignon	1'000.00
Dardagny	250.00
Lancy	3'000.00
Meinier	500.00
Meyrin	2'000.00
Onex	300.00
Perly-Certoux	1'000.00
Plan-les-Ouates	3'000.00
Pregny-Chambésy	2'000.00
Presinge	2'000.00
Satigny	1'000.00
Thônex	6'000.00
Vandoeuvres	3'000.00
Vernier	500.00
Versoix	300.00
Veyrier	2'000.00
Ville de Carouge	9'500.00
Ville de Genève (2 postes ½ de travail)	214'900.00